



Lâ??amnÃ©sie collective dâ??IsraÃ©l

## Description

*Alors mÃªme quâ??IsraÃ©l continue de tuer des Gazaouis, ses libÃ©raux sont prÃªts Ã  oublier le gÃ©nocide.*

Lee Mordechai, 24 novembre 2025



Des enfants palestiniens dans les d'combres suite à une frappe israélienne dans la ville de Gaza, le 20 novembre 2025 (photographie Yousef Zaanoun)

LE 13 OCTOBRE, trois jours après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, l'actuel chef de l'opposition israélienne, le libéral centriste Yair Lapid, a prononcé un discours dans lequel il a déclaré que « tous ceux qui ont manifesté contre Israël ces deux dernières années [à?] ont été trompés ». Devant ses collègues de la Knesset et le président américain Donald Trump en visite, il a déclaré: « Il n'y a pas eu de génocide, ni de famine intentionnelle. » Les faits bien documentés à savoir qu'Israël a mené une politique de famine implacable, notamment en bloquant totalement l'aide humanitaire à destination de Gaza pendant 11 semaines consécutives ont ainsi été r'écrits en direct à la télévision. Cette révision de la réalité a préparé le terrain pour ce qui allait bientôt se produire: un acte collectif et discret d'oubli, visant à faire disparaître de la mémoire israélienne le massacre des Palestiniens à Gaza.

Alors même qu'Israël continue de tuer des Gazaouis, cette amnésie volontaire a commencé à prendre forme de diverses manières dans la société israélienne libérale, précisément là où on pourrait espérer voir un examen honnête de la situation. Les partisans de la brutalité ont été accueillis sans critique. Yair Golan, étoile montante de la gauche sioniste, a invité le général à la retraite Giora Eiland qui a conçu le tristement célèbre Plan des généraux, proposant d'affamer les Gazaouis qui refuseraient de quitter leurs maisons, et a défendu l'utilité des opérations pour tuer les Palestiniens à prendre la parole lors de l'événement organisé par son parti en l'honneur d'Yitzhak Rabin. Pendant ce temps, les institutions et les personnalités publiques ont entrepris de fixer les limites de la mémoire acceptable en rendant inviolables certains récits sur les deux dernières années. Haaretz, le principal journal de gauche israélien, a publié une tribune d'un psychiatre travaillant dans le système de santé publique, rejetant les accusations de génocide portées par les Juifs en Israël et ailleurs comme un « fantasme moral » illusoire, une forme pathologique d'automutilation équivalant du « masochisme moral ». Cette logique de déni s'est également exprimée dans la vie publique, sous prétexte d'un retour à la normale. À la rentrée universitaire israélienne, les deux principales universités du pays ont publié des messages de joie, soulignant avec soulagement le retour des otages israéliens et réitérant leur soutien aux étudiants qui ont servi comme réservistes dans l'armée, mais sans mentionner les pertes subies par les étudiants palestiniens dont les familles se trouvent à Gaza.

Cette consolidation de l'oubli s'appuie sur l'indifférence généralisée des Israéliens à l'égard des souffrances palestiniennes au cours des deux dernières années. De nombreux libéraux israéliens ont passé ce temps à essayer de détourner le regard des conséquences dévastatrices des actions d'Israël: un sondage réalisé en juin 2025 a révélé que deux tiers des Israéliens, dont 44 % des lecteurs de l'opposition, pensaient que les médias israéliens n'avaient pas besoin de couvrir la crise humanitaire à Gaza. (Le sondage a également révélé qu'environ deux tiers des Israéliens, dont 67 % de ceux qui se déclarent centristes et 30 % de ceux qui se déclarent de gauche, pensaient qu'il n'y avait pas d'innocents à Gaza, légitimant ainsi leur ciblage dans la guerre ; d'autres sondages ont montré que 47 % des Israéliens juifs soutiennent le massacre généralisé et intentionnel de

civils à Gaza et que 82 % sont favorables au nettoyage ethnique des Gazaouis, 56 % soutenant le même sort pour les citoyens palestiniens d'Israël). En effet, les médias israéliens n'ont jamais accordé beaucoup d'attention à la destruction de Gaza, qui a servi de bruit de fond tandis que d'autres sujets à savoir les nombreux récits du 7 octobre, la crise des otages, l'antisémitisme mondial ont pris le dessus.

En fin de compte, la tentative libérale israélienne d'oublier ce qu'Israël a fait subir aux Palestiniens de Gaza est une tentative de revenir au statu quo qui régnait depuis la prise de contrôle de Gaza par le Hamas en 2007 jusqu'au 7 octobre. Pendant la grande majorité de cette période, Gaza et sa population sont restés commodément invisibles pour les Israéliens, faisant périodiquement irruption dans l'actualité dans le contexte de brefs mais de plus en plus horribles accès de violence, pour disparaître à nouveau de la conscience israélienne. En ce sens, l'oubli collectif concernant Gaza n'est pas nouveau ; c'est un processus qui dure depuis près de deux décennies. Les deux dernières années de violence continue ont rendu Gaza impossible à ignorer, nécessitant des modes d'oubli plus actifs et maintenant un effort concerté pour consolider un discours national adouci qui discolpe Israël de ses fautes. Mais c'est précisément cette négligence passive et normalisée des droits des Gazaouis, voire de leur existence, qui a conduit à la tragédie du 7 octobre et aux violences qui ont suivi. Dans leur empressement à oublier, les Israéliens sèment les graines de la prochaine catastrophe, les laissant germer à la vue de tous, mais loin de leur esprit.

AU COURS DE LA GUERRE, les institutions étatiques et médiatiques ont mis au point une stratégie efficace pour faciliter l'amnésie collective concernant les atrocités israéliennes en temps réel. Chaque fois qu'un cas de brutalité israélienne suscitait une controverse publique, le même schéma de base se reproduisait : la nouvelle était ravivée ; l'État attendait qu'elle disparaisse ; si ce n'était pas le cas, l'État mettait en place un processus de responsabilisation symbolique et totalement insuffisant qui visait tout au plus quelques soldats ; les médias ne donnaient pas suite, ou ne le faisaient qu'après que les Israéliens étaient passés à autre chose, et finalement, l'affaire était classée.

Par exemple, au début de l'année 2025, l'armée israélienne a cédé à la pression internationale et a commencé à enquêter sur six cas de «procédure moustique», dans lesquels les troupes israéliennes traitaient les Palestiniens comme des boucliers humains, les envoyant sans armes, parfois vêtus d'uniformes de l'armée israélienne, dans des tunnels et des bâtiments de la bande de Gaza. Cette pratique était suffisamment rugueuse pour qu'un officier supérieur la décrive dans une lettre anonyme comme créant une véritable classe d'esclaves. Une poignée de soldats ont été interrogés par la police militaire, les résultats des enquêtes n'ont jamais été publiés, et l'affaire ainsi que la pratique ont disparu de l'attention publique. En mars 2025, des soldats israéliens ont tué 15 ambulanciers et secouristes à Rafah ; l'armée a d'abord nié toute implication, puis a tenté de dissimuler ses crimes à l'aide d'une série de mensonges qui ont été démentis dans les semaines et mois suivants. Les médias israéliens se sont abstenus d'enquêter sérieusement sur l'incident, laissant aux médias internationaux le soin de révéler les aspects essentiels de ce qui s'était passé. Personne n'a subi de conséquences significatives : finalement, un commandant a été primé et un seul soldat a été renvoyé de l'armée, davantage pour ses mensonges lors d'une enquête militaire interne que pour les meurtres eux-mêmes.

Une dynamique similaire s'est produite dans l'affaire notoire de Sde Teiman, où des détenus ont été victimes d'abus physiques et sexuels et où l'hôpital local gardait les patients constamment les yeux bandés, en couches et enchaînés à leur lit. Bien que les abus aient été généralisés, seule une poignée de soldats ont été interrogés sur un des nombreux cas de mauvais traitements commis dans la base militaire: des abus sexuels filmés et divulgués aux médias le dernier. Même cette réponse limitée était tellement contraire aux normes israéliennes que des foules de droite, parmi lesquelles se trouvaient des membres de la Knesset, ont envahi les deux bases militaires où les interrogatoires avaient eu lieu. L'enquête sur l'intrusion dans les bases, dans laquelle les personnes identifiées par la police n'ont pas été interrogées pendant des mois, avance à un rythme glacial, sans qu'aucun procès ne soit en vue. Et près d'un an et demi après les premières révélations, seuls cinq soldats ont été jugés pour les abus commis, dans une affaire qui est toujours en cours. (Un sondage récent révèle que plus de 60 % des Israéliens juifs s'opposent à l'enquête sur les soldats israéliens accusés d'avoir maltraité des détenus ou des prisonniers palestiniens). Toute cette affaire était généralement tombée dans l'oubli en Israël jusqu'à ce qu'il soit révélé fin octobre que c'était le procureur général militaire qui avait divulgué la vidéo incriminante. Même si l'affaire a refait la une des journaux nationaux, l'attention du public s'est concentrée sur les faits de cette fonctionnaire et sa spectaculaire chute du pouvoir, certaines publications présentant les soldats comme les victimes de ses actions.

Ces cas de responsabilité insuffisante et d'attention déphémer sont l'exception ; le plus souvent, les auteurs israéliens de violences contre les Palestiniens n'ont fait l'objet d'aucun processus de responsabilisation, leurs crimes n'entrant jamais dans la conscience publique. Je l'ai clairement constaté dans mes propres efforts pour synthétiser les preuves des crimes de guerre israéliens depuis le 7 octobre à l'instar de l'innombrable incidents de violence dont la plupart des Israéliens n'ont jamais entendu parler et à travers le travail de professionnels qui ont systématiquement couvert ces violences. En août dernier, le principal groupe israélien de défense des droits humains, B'Tselem, a publié un rapport détaillé sur les abus commis contre les Palestiniens dans le système carcéral israélien, intitulé « Welcome to Hell » (Bienvenue en enfer) ; un an plus tard, le groupe a conclu qu'Israël commettait un génocide à Gaza et a publié un autre rapport complet. Aucune de ces informations n'a fait l'objet d'une couverture médiatique significative en Israël. Même dans le journal Haaretz, ces conclusions ont rapidement disparu de la une, permettant aux lecteurs libéraux de traiter ces rapports comme des événements médiatiques passagers plutôt que de les assimiler comme des révélations durables sur Israël et son comportement. Il en résulte une culture omniprésente de permissivité et d'impunité, dans laquelle la souffrance des Palestiniens est presque totalement ignorée.

Cette éthique a même été encouragée par la Cour suprême, l'institution même que les libéraux israéliens sont descendus dans la rue pour défier, comme l'un des derniers bastions de la démocratie israélienne, dans les mois qui ont précédé le 7 octobre. La Cour s'est abstenue d'examiner les allégations croissantes d'abus généralisés à l'encontre des Palestiniens détenus et d'étudier la possibilité de procéder à des enquêtes sur les milliers de cas de tels procès et a permis à l'État de poursuivre sa campagne de famine. Ce manque de contrôle de la part de l'institution chargée de contrôler le pouvoir a contribué à maintenir cette violence hors de la vue du public au fur et à

---

mesure qu'elle se déroulait, ouvrant la voie à l'oubli de ce moment par le public.

Les mécanismes nationaux d'amnésie sont d'ordinaire soutenus et encouragés par des mécanismes internationaux. Malgré les violations immédiates et continues de la part d'Israël, le cessez-le-feu a suffi à convaincre trop d'organismes et d'États de passer à autre chose. Presque immédiatement après l'annonce de la trêve, l'Union européenne de radio-télévision a reporté un vote sur la participation d'Israël au concours Eurovision de la chanson, symbole du lien entre Israël et la culture européenne et de son acceptation au sein de celle-ci. L'Allemagne, qui avait déclaré en août qu'elle cesserait de vendre des armes offensives à Israël, a signalé qu'elle lèverait son embargo quelques jours seulement après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, et a finalement mis sa décision à exécution. (Une semaine après le cessez-le-feu, elle avait déjà signé un contrat de deux milliards d'euros pour l'acquisition de missiles Spike israéliens). Et le président français Emmanuel Macron est revenu sur son engagement d'exclure les entreprises israéliennes d'un important salon d'armement. Si ces efforts visant à tenir Israël responsable continuent de s'effondrer, les Israéliens comprendront que les horreurs des deux dernières années peuvent être oubliées sans risque, une compréhension renforcée par les médias israéliens, qui ont mis l'accent sur ces revirements tout en minimisant l'impact global des interdictions d'armes, rassurant ainsi le public sur le fait que le monde a tourné la page et que tout impact durable sera insignifiant.

Ensemble, ces forces aident Israël à refuser de faire face à la réalité de ses actes et à maintenir ainsi les mythes nationaux fondamentaux que les deux dernières années ont clairement réfutés, comme l'indépendance militaire, économique et diplomatique d'Israël, ou l'idée que l'armée israélienne est « l'armée la plus morale au monde ». Une fois cette violence définitivement oubliée, les Israéliens seront libres de revenir à un mode plus confortable et passif de négligence de la vie palestinienne. Pour les critiques tant nationales qu'internationales, il sera extrêmement difficile de briser cette amnésie. Après tout, Israël a laissé perdurer le statu quo avant le 7 octobre avec Gaza, car cela lui assurait de nombreux avantages et ne lui coûtait pas grand-chose. Et bien sûr, la tradition israélienne de l'oubli est profondément enracinée, remontant aux origines mêmes d'Israël: Depuis 1948, l'État et la société se sont rigoureusement efforcés d'oublier la violence fondatrice de la Nakba par des moyens allant de l'adoption de lois spécifiques à la destruction physique. Pour obtenir justice pour les Palestiniens et la sécurité durable que les Israéliens juifs prétendent vouloir, il faudra tenir compte de cette éthique nationale profondément enracinée du déni. Tant que nous ne serons pas enfin prêts à nous souvenir des horreurs que nous avons déjà commises, d'autres suivront certainement.

*Lee Mordechai est maître de conférences au département d'histoire de l'université hébraïque.*

Traduction : Thierry Tyler Durden  
Source : [Jewish Currents](#)

**date créée**  
2025/11/25